

**MESSAGE DE LA 55<sup>ème</sup> ASSEMBLEE PLENIERE DE LA CONFERENCE  
EPISCOPALE NATIONALE DU CONGO (CENCO)**

**SAUVONS LE PROCESSUS ELECTORAL**

**« Le Fils de l’homme est venu sauver ce qui était perdu » (Mt 18, 11)**

1. Nous, Cardinal, Archevêques et Evêques, membres de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), réunis en Assemblée Plénière à Kinshasa du 25 au 29 juin 2018, toujours mus par la sollicitude à l’égard du Peuple congolais dont nous avons la charge pastorale, sommes très préoccupés par les incertitudes qui planent sur notre pays. A six mois de la tenue des élections présidentielle, législatives nationale et provinciale, le climat sociopolitique demeure encore tendu, la situation sécuritaire et humanitaire précaire et les droits de l’homme sont bafoués.
2. Néanmoins, nous sommes convaincus que la sortie pacifique de la crise qui sévit dans notre pays, passe nécessairement par l’organisation de bonnes élections. Nous devons sauver le processus électoral.
3. **Ayant payé de son sang pour l’alternance démocratique, le Peuple congolais, debout, attend impatiemment la tenue des élections le 23 décembre 2018 et non plus au-delà.**

**I. REGARD SUR LE PROCESSUS ELECTORAL**

4. Considérant le calendrier électoral publié, nous reconnaissons les avancées accomplies dans le processus électoral, notamment l’existence d’un fichier électoral, la mise en œuvre partielle des mesures de décrispation du climat politique, un timide respect de la liberté des manifestations publiques.
5. Cependant, au lendemain de la convocation du l’électorat, les avancées susmentionnées ne nous rassurent pas **au regard des inquiétudes suivantes :**

*Le climat politique*

6. Le non parachèvement des mesures de décrispation prévues dans l’Accord de la Saint-Sylvestre est **inexplicable et inacceptable**. Le maintien en prison ou en exil des cas emblématiques pour leurs opinions politiques,

n'est pas de nature à favoriser les élections inclusives et apaisées que nous voulons tous.

### *Le fichier électoral*

7. Nous sommes préoccupés par le fait que le fichier électoral divise les parties prenantes au processus électoral. A ce propos, l'audit réalisé par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) a relevé des faiblesses, dont le manque d'empreintes digitales pour 16,6 %, soit **six millions sept cent mille d'enrôlés (6,7 millions)**.

### *La machine à voter*

8. Nous constatons qu'il n'y a **toujours pas de consensus sur l'utilisation ou non de la machine à voter**. A ce sujet, certains menacent même de boycotter les élections, apparemment sans en évaluer les conséquences.

### *La sécurité*

9. Nous déplorons l'insécurité persistante et croissante dans plusieurs provinces, aggravée par la multiplicité de groupes armés. Paradoxalement, cette situation contraste avec l'impressionnante militarisation du pays, entre autres dans le Nord-Kivu. Cette insécurité, vraisemblablement entretenue, ne risque-t-elle pas de servir de prétexte au refus d'organiser les élections dans le délai ?

## **II. LES ELECTIONS QUE LE PEUPLE VEUT**

10. Pour être crédibles, les élections doivent être conformes à la Constitution et à l'Accord de la Saint-Sylvestre, capables de garantir l'alternance. A ce sujet, il convient de rappeler l'Accord du 31 décembre 2016 qui, conformément à la Constitution (Article 70), stipule : « **Le Président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois. Il s'ensuit que tout président ayant épuisé le deuxième mandat ne peut plus en briguer un troisième** » (III.2.1). C'est le cas de l'actuel Président de la République.

**11.** Il importe de souligner que dans l'esprit dudit Accord, les élections crédibles et apaisées sont **celles inclusives où toutes les parties prenantes jouissent de l'égalité de chance et dont les résultats sont effectivement l'expression de la volonté du peuple. Nous disons NON aux élections biaisées.**

**12.** Depuis plusieurs décennies, les différents systèmes de gouvernance qui se sont succédé ont mis le pays à genoux. Dès lors, **la RD Congo a besoin de l'alternance, d'un nouveau leadership et d'une nouvelle classe politique qui placent les intérêts des Congolais au centre de toutes les préoccupations politiques.** Pour y parvenir, il faut avoir aux commandes de l'Etat, des hommes et des femmes compétents et intègres qui aiment réellement le pays.

### **III. NOS RECOMMANDATIONS**

**13. A Son Excellence Monsieur le Président de la République:**

Nous demandons d'assumer ses responsabilités devant la Nation et de prêter l'oreille aux aspirations du Peuple congolais en veillant au respect de la Constitution et de l'Accord de la Saint-Sylvestre.

**14. A nous-mêmes, Peuple congolais :**

Continuons à exiger des élections crédibles dans le respect du calendrier électoral publié. Ne cédon's ni à la peur ni à la résignation et encore moins à la violence. Résistons à l'achat de conscience et aux manipulations politiciennes.

**15. A vous, les Jeunes :**

Nous vous exhortons à ne pas vous laisser manipuler par ceux qui vous incitent à la violence ou vous enrôlent dans des groupes armés ou des milices. L'avenir de la RD Congo vous appartient, préparez-vous de manière responsable dès maintenant à assumer vos responsabilités pour construire un Congo plus beau qu'avant.

**16. A vous, Honorables Députés et Sénateurs :**

Nous recommandons de relayer effectivement les aspirations profondes du Peuple au changement et de ne pas voter des lois qui ne rencontrent pas le bien du Peuple congolais.

**17. Au Gouvernement central:**

Nous recommandons de tout mettre en œuvre pour **parachever les mesures de décrispation du climat politique**. Il s'agit notamment des cas des figures emblématiques, des prisonniers d'opinion et des exilés politiques, afin de garantir l'inclusivité et l'égalité de chance pour tous. Il est temps de faire lever les dispositions des Gouverneurs et Bourgmestres qui entravent la liberté de manifestations publiques. **Nous vous demandons d'assurer le décaissement des fonds au rythme des besoins de la CENI**, afin de respecter le calendrier électoral. Il vous incombe de sécuriser effectivement la population et le territoire national, particulièrement les frontières afin d'avoir les élections apaisées sur toute l'étendue du pays.

**18. A la CENI :**

Nous demandons de publier le plus tôt possible les listes provisoires qui pourront rassurer que les six millions sept cent mille (6,7 millions) enrôlés sans empreintes digitales ne sont pas des personnes fictives et d'apaiser la Nation sur la gestion de 1,2 millions de surplus de cartes d'électeurs non utilisées ; d'accéder à la demande d'une expertise nationale et internationale de la « machine à voter ». Car, les conclusions d'une telle expertise indépendante pourraient aider à trouver un consensus. Nous le rappelons, sans consensus à ce sujet, il serait prudent de s'en tenir à ce qui est prévu dans le calendrier électoral, à savoir l'impression et le déploiement des bulletins de votes, des procès-verbaux et des fiches de résultat (cf. nn. 38, 39 et 40).

**19. A vous, Acteurs politiques:**

Nous recommandons de vous engager de bonne foi dans le processus électoral et **d'éviter tout extrémisme qui risque de plonger le pays dans une crise plus profonde encore** ; de vous concentrer sur la formation des membres de vos partis ; de proposer des programmes politiques et des projets de société pertinents, en privilégiant les débats d'idées ; de préparer vos témoins pour les bureaux de vote ; et d'éviter de manipuler les jeunes ou de les inciter à la violence à de fins électoralistes.

**20. Aux membres des Organisations de la Société civile:**

Il vous incombe de demeurer alertes et engagés à accompagner la population par l'éducation civique et électorale, et de l'aider à bien discerner pour faire un bon choix.

**21. A vous, membres de la Communauté Internationale:**

Nous vous prions de poursuivre l'accompagnement du processus électoral et de placer l'intérêt supérieur du Peuple congolais au centre des négociations diplomatiques.

**CONCLUSION**

**22.** Nous recommandons au Peuple congolais et aux hommes de bonne volonté d'être assidus dans la prière pour la sauvegarde du processus électoral. Car, « *Si le Seigneur ne bâtit la maison, c'est en vain que peinent les bâtisseurs ; si le Seigneur ne garde la ville, en vain la garde veille* » (Ps 127,1).

**23.** A l'occasion du 58<sup>ème</sup> anniversaire de l'Indépendance, que Dieu bénisse notre Pays et son Peuple et que l'Esprit Saint rende lucides les parties prenantes au processus électoral en vue d'un avenir meilleur. Puisse la Vierge Marie, Notre Dame de l'espérance, intercéder pour nous.

Kinshasa, le 29 juin 2018, en la solennité des Saints Apôtres Pierre et Paul.